



Paris, le 21 mai 2012

Sommet du G8 de Camp David Réaction du CCFD-Terre Solidaire au lancement d'une « Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition »

Les Etats membres du G8, des représentants de plusieurs Etats africains et des entreprises du secteur agro-alimentaire ont lancé les 18 et 19 mai 2012 la *Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition* d'une dotation de 3 milliards de dollars US financés uniquement par le secteur privé. Alors même que les précédentes initiatives mises en œuvre par le G8, notamment lors du Sommet de l'Aquila, n'ont pas fait l'objet d'une analyse d'impacts et d'efficacité exhaustive et transparente, et que l'ensemble des engagements financiers n'ont pas été honorés, les Etats viennent désormais d'acter clairement le désengagement public au bénéfice des seuls acteurs privés.

Le CCFD-Terre Solidaire craint que l'objectif affiché, celui de la sécurité alimentaire et de sortir de la pauvreté 50 millions d'Africains, ne soit qu'un écran de fumée destiné à ouvrir toujours plus le secteur agricole des pays d'Afrique aux multinationales des pays du G8 en mal de marchés et d'opportunités financières dans un contexte de crise au Nord. Le CCFD-Terre Solidaire estime que les Etats doivent développer des politiques publiques fortes et des cadres de régulation des investissements du secteur privé s'ils veulent réellement promouvoir la sécurité alimentaire.

En plaçant comme premier objectif l'accroissement des investissements privés nationaux et étrangers, les Etats membres du G8 annoncent clairement la couleur : priorité à l'agro-business ! Ouverture des marchés, mise en place d'un indice de « facilité financière » pour favoriser les investissements privés, création de mécanismes de financements spécifiques (...) : ils prévoient tout un dispositif devant accélérer les financements de ces acteurs dans l'agriculture. Il semble donc que l'objectif soit bien l'accroissement d'opportunités financières au bénéfice des entreprises, non pas des populations.

« Tout le monde est mis dans le même panier : la petite agriculture familiale et la multinationale, commente Maureen Jorand, chargée de plaidoyer Souveraineté alimentaire au CCFD-Terre Solidaire. Mais les pratiques de ces acteurs ne sont absolument pas comparables. Et c'est avant tout pour les multinationales que ces mesures sont déployées. On sait qu'aujourd'hui, certaines actions des multinationales peuvent avoir des conséquences désastreuses sur la sécurité alimentaire, car responsables d'accaparements massifs de terres, de ressources, d'épuisement des sols,... ».

Le CCFD-Terre Solidaire rappelle qu'il est aujourd'hui impératif de progresser dans la régulation des entreprises afin que leurs pratiques cessent de nuire aux droits humains, et en particulier au droit à l'alimentation. S'il n'y a pas de cadre d'investissements, basés sur les droits et incluant les populations et les organisations de la société civile pour leur élaboration et leur suivi, alors ces actions en matière de sécurité alimentaire sera inefficace.

« C'est à cela que devraient dès à présent s'atteler les états membres du G8 s'ils ne veulent pas aller à contre sens de leur ambition en favorisant finalement l'insécurité alimentaire. On ne peut pas considérer que des déclarations d'intention ou un engagement d'autorégulation de 45 multinationales permettent de lever les doutes sur les risques de cette Nouvelle alliance ! », rappelle Maureen Jorand.